



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2654
14 juin 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hôpitaux, services publics... La loi du profit étouffe la société



La fête de Lutte ouvrière
Trois jours de débats et de fraternité

pages 7 à 11



Pour empêcher la classe capitaliste d'étouffer la société, il faut l'exproprier !

La mobilisation des travailleurs des Urgences hospitalières dure et se renforce. Désormais, plus de 80 services sont concernés à travers toute la France. Et pour cause, la situation y est catastrophique.

Avec les fermetures de lits et les suppressions de postes qui se sont enchaînées depuis des dizaines d'années, les services d'urgence ont été noyés sous l'afflux des patients, dont le nombre est passé de 10 millions en 1996 à 21 millions en 2016.

Les grévistes réclament des moyens. Et ils savent qu'ils peuvent compter sur le soutien des couches populaires dans leur combat, car ces services de santé sont vitaux au sens propre du terme. Ils réclament aussi des augmentations de salaire car, comme tous les travailleurs, leurs salaires ne leur permettent pas de vivre dignement. Mardi 11 juin, tous les travailleurs de la santé étaient appelés à se mobiliser par plusieurs syndicats et un collectif des services d'urgence.

L'état de ces services est le symbole de la complète décomposition des hôpitaux publics, et plus globalement de tous les services publics. Car, pour financer les cadeaux au grand patronat, les subventions aux grandes entreprises, les suppressions de cotisations patronales, l'État coupe en permanence dans les budgets nécessaires à la population, comme la santé, l'éducation, les transports ou encore La Poste.

Tout cela est la conséquence de la crise du capitalisme. Le grand patronat s'enrichit en accroissant son parasitisme et il ne se donne même plus la peine de jouer son rôle de développer la production.

L'actualité des plans de suppressions d'emplois, avec l'ex-site Whirlpool à Amiens, celui d'Ascoval à Saint-Saulve dans les Hauts-de-France, tous deux menacés de fermeture, ou encore de General Electric qui a décidé de supprimer 1000 emplois à Belfort, montre qu'investir dans la production n'intéresse que très peu les capitalistes. À moins de profits rapides et assurés, ils ne le veulent pas.

Ce ne sont même plus des investisseurs, ce sont des aventuriers de la finance, appâtés par les millions d'aides des pouvoirs publics. Pourquoi investiraient-ils dans

la production, alors que les marchés sont saturés, que la guerre commerciale est féroce et qu'investir dans la finance, spéculer, est bien plus lucratif ?

Même l'aide aux plus pauvres est un marché pour ces financiers. Dans l'affaire des steaks hachés sans viande vendus aux associations caritatives, une des deux entreprises ayant remporté le contrat de ces denrées alimentaires pour les plus démunis, pour un montant de 5,2 millions d'euros, était une société-écran. Un montage financier a permis à un spécialiste français des paradis fiscaux de faire venir ces steaks hachés de l'autre bout de l'Europe, sans même avoir une entreprise.

Le parasitisme de la classe capitaliste étrangle toute la vie sociale, menant tout droit l'humanité vers le précipice. La classe ouvrière est la seule classe sociale capable de s'y opposer.

Cela peut paraître utopique. Car ces dernières années, si on a vu beaucoup de catégories sociales se battre, il n'y a pas eu de mobilisations massives dans les grandes entreprises, alors que les travailleurs auraient des moyens autrement plus efficaces que n'importe quelle autre catégorie sociale d'affronter la bourgeoisie et de la faire payer.

Quand les travailleurs n'ont pas confiance dans leur force collective, ce sont les valeurs de la société bourgeoise, relayées par les médias et les intellectuels au service de cet ordre social, qui s'imposent et font accepter leur sort aux exploités. Mais il n'empêche que la classe ouvrière est la seule classe qui peut renverser la bourgeoisie.

Le capitalisme a créé des moyens de production collectifs en y concentrant des milliers de travailleurs. Et, au sein des multinationales, des centaines de milliers de salariés sont intégrés dans un même processus de production. Aujourd'hui, tout est organisé pour le compte de quelques grandes familles bourgeoises mais, pour l'organiser dans l'intérêt collectif, il serait nécessaire d'exproprier la classe capitaliste.

Seuls les travailleurs pourront mener ce combat jusqu'au bout. Car, comme disait Karl Marx, ils n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ	
Chômeurs : l'indemnisation remise en cause	3
Secours en mer : sauveteurs et naufrageurs	3
Faux steaks : la viande était bien cachée	4
Gaspillage : le produit du système économique	4
Macron à l'OIT : l'hypocrisie en majesté	4
Migrants : l'État toujours plus inhumain	5

Nombres Fils de migrants dans les équipes européennes	
LES SUR-DOÛS DU FOOT UNIQUEMENT!	
Football féminin : sexisme pas mort	5
Bientôt une guerre francocorico-turque ?	5
Géants du sucre : régulation par le chômage	6
La Poste : sans-papiers exploités, militants arrêtés	6
Exposition : rouge, art et utopie au pays des soviets	6
Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah!	6

IL Y A 75 ANS	
Le débarquement de juin 1944	15
LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE	
Allocutions de Nathalie Arthaud et images de la fête	7 à 11

DANS LE MONDE	
Argentine : une journée de lutte contre l'austérité	14
Mobilisation des femmes pour le droit à l'IVG	14
Mexique : chasse aux migrants pour le compte de Trump	14
Soudan : les bourreaux à l'œuvre contre les masses révoltées	16
Mali : conflits ethniques et terrorisme	16
DANS LES ENTREPRISES	
Urgences des Hôpitaux	12

Il y a Urgence(s)!	
Malades :	
Personnel médical :	
SNCF Paris - Gare-de-Lyon	12
Ferrero - Villers-Écalles	13
Siaap Achères - Yvelines	13
ArcelorMittal - Florange	13
Dans nos bulletins d'entreprise	13

Chômeurs : l'indemnisation remise en cause

La réforme de l'Assurance chômage doit être annoncée le 17 juin prochain. Ce qui en est paru dans la presse constitue une attaque en règle contre les droits des travailleurs.

Le gouvernement prévoit tout d'abord de durcir l'accès aux indemnités. Jusqu'à présent, il fallait avoir travaillé au moins 4 mois sur les 28 derniers pour en bénéficier temporairement, soit avoir travaillé en moyenne un jour sur sept. D'après le projet paru dans la presse, le gouvernement veut allonger ce délai à 6 mois sur 24, soit un jour sur quatre.

Selon les calculs de l'Unedic, passer à 4 mois sur une période de 24 mois aurait déjà éjecté 11 % des chômeurs de l'indemnisation, soit 236 000 allocataires. C'est donc une fraction encore plus considérable des travailleurs, déjà condamnés à la précarité, qui vont se voir voler leurs indemnités si ces mesures entrent en application.

Le gouvernement veut imposer ce recul au moment même où le patronat et l'État suppriment des dizaines de milliers de postes et transforment des emplois stables en emplois temporaires, multipliant les CDD et les contrats d'intérim ou les contrats saisonniers dans les entreprises publiques ou privées.

Le taux de précarité, qui mesure le nombre de CDD, intérimaires et apprentis rapporté à l'ensemble des emplois, atteint en effet des records. Chez les moins de 25 ans, il est aujourd'hui de 54 %. La précarité frappe un ouvrier non qualifié sur trois. Privés d'emploi stable et demain d'indemnisation, des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles sont menacés de basculer dans la misère, au moment où la fortune insolente des milliardaires fabricants de chômage explose !

L'autre volet de cette attaque concerne la dégressivité des allocations, c'est-à-dire la baisse des indemnités pour ceux qui ne retrouvent pas immédiatement d'emploi. Le gouvernement prétend l'instaurer pour les cadres et les plus hauts revenus. Mais il s'agit évidemment d'un premier pas vers la dégressivité pour tous.

Cette mesure s'accompagne d'une propagande crasse du gouvernement et du patronat prétendant que le maintien des allocations n'incite pas à reprendre un emploi, ce qui revient

à traiter les chômeurs de fainéants et à les rendre responsables de leur situation.

Les responsables du chômage sont au contraire ceux qui ont le pouvoir d'embaucher et de licencier : ce sont les capitalistes et leurs commis à la tête de l'État. Et c'est la recherche de la rentabilité maximale qui entraîne surtravail pour les uns et chômage forcé pour les autres, alors que la répartition du travail entre tous devrait être la base d'une société marchant sur ses pieds, et non sur la tête.

Ces deux attaques s'ajoutent depuis janvier à la mise en place de la suspension des allocations après deux refus d'offre d'emploi, y compris éloigné géographiquement et à un salaire inacceptable.

Au travers de ces mesures scélérates, il s'agit non seulement d'économiser des centaines de millions sur les dos des travailleurs précaires, mais aussi de les obliger à accepter n'importe quel emploi pour n'importe quel salaire afin de satisfaire les exigences patronales.

Le gouvernement veut vouloir agir vite, par décret. Cela mérite une riposte d'autant plus rapide.

Christian Bernac



WIKIPEDIA

Secours en mer : sauveteurs et naufrageurs

Trois marins bénévoles de la Société nationale de secours en mer (SNSM) ont péri en portant secours à un pêcheur pris dans le gros temps, le 7 juin, aux Sables-d'Olonne. Le naufrage du bateau de sauvetage et le sort des trois marins ont suscité l'émotion et mis en lumière l'activité et le courage des sauveteurs en mer.

Les équipages de la SNSM savent qu'ils sortent au péril de leur vie. Ils partent au secours de qui en a besoin, quelles que soient les circonstances. On devrait au moins s'attendre à ce qu'ils bénéficient des meilleurs équipements possible. Ce n'est pourtant pas le cas de façon générale, et il semble bien que les trois marins des Sables-d'Olonne aient été victimes de la vétusté de leur vedette.

Il s'agissait en effet d'un canot ancien, utilisé le temps d'entretenir celui qui est en service actif. La première avarie a été le bris des carreaux de la cabine de mer, suivi de l'entrée de l'eau dans le bâtiment, puis du naufrage. On peut penser que les carreaux d'un canot neuf et de conception récente auraient tenu, ce jour-là, dans les circonstances données.

La SNSM, pour utile et même indispensable qu'elle soit, pour dévoués que soient ses membres, est une association pauvre. La plus grande partie de ses ressources vient des dons de personnes privées. Dans tous les ports où on trouve un canot de la SNSM, au mouillage ou dans un hangar mais toujours prêt à partir, on trouve aussi des

troncs pour recueillir les dons des passants. Les marins de la SNSM, les retraités et les familles organisent des tombolas, vendent des cartes postales, des calendriers et des colifichets, font visiter leurs installations, imaginent mille et une façons de financer le sauvetage en mer.

Les bateaux coûtent cher, à l'achat comme à l'entretien, le matériel de sécurité également, le carburant et les locaux aussi. Aucun capitaliste n'en fait cadeau aux sauveteurs en mer. Quant à l'État, il se désintéresse de plus en plus de la sécurité maritime. Refusant d'entretenir correctement le réseau des phares et balises, lésinant sur les remorqueurs de haute mer ou les donnant en concession à des entrepreneurs privés, privant même les stations balnéaires de CRS maîtres-nageurs, il ne verse à la SNSM que l'équivalent de 20 % de son budget, soit autour d'un million d'euros. Cela représente une seule journée des seuls frais de fonctionnement du porte-avions *Charles-de-Gaulle*.

C'est bien pourquoi les hommages et les décorations décernés par Macron et ses ministres sonnent comme une injure devant le dévouement des marins.

Paul Galois



Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 200 de juin 2019 :

- Élections européennes 2019 : Macron et Le Pen en duo
- Algérie : le mouvement populaire face aux manœuvres du pouvoir
- Chine - États-Unis : une nouvelle étape de la guerre commerciale
- États-Unis : la situation économique, politique et sociale
- « Les morts se sont mis à parler. » L'actualité du combat des trotskystes soviétiques

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,88 euro.



AGENDA

Fête de Lutte ouvrière Mulhouse

Dimanche 30 juin à partir de 11 h 30

Au Lerchenberg
11, rue du Cercle

Faux steaks : la viande était bien cachée

Au début de l'année, des associations comme le Secours populaire, les Restos du cœur et la Fédération des banques alimentaires ont remarqué l'aspect étrange de lots de steaks hachés qui présentaient des traces blanchâtres.

Ces associations ont retiré une grande partie de ces lots de la distribution et ont alerté la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), pour demander des analyses. Ces dernières ont révélé que ces steaks ne contenaient que peu ou pas de viande, mais du soja, du gras, de la peau. La DGCCRF précise que ces produits ne sont pas dangereux pour la santé, certes, mais il n'est pas sain non plus d'en consommer.

Le gouvernement a sorti son parapluie, incriminant l'entreprise qui avait livré les produits. La secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher a qualifié cette fraude de choquante et moralement inqualifiable. L'entreprise française Vodis SAS, située dans les Côtes-d'Armor, est aujourd'hui accusée, ayant voulu sous-traiter le marché à une entreprise polonaise, et au coût le plus bas possible. Mais elle est loin d'être la seule responsable, et l'État l'est tout autant.

Le marché alimentaire pour les associations caritatives est financé par le Fonds

européen d'aide aux plus démunis (le FEAD). Il s'en remet à l'État français et à un office public, AgriMer, dépendant du ministère de l'Agriculture, pour publier des appels d'offres. Le seul critère retenu par cet office public est le prix le plus bas. AgriMer a obtenu le steak à 3,56 euros le kilo, la moitié du prix pratiqué par les grossistes, avec la qualité qui en découle. Comme si on considérait que, pour nourrir les pauvres, le moins cher serait toujours assez bon.

Sans la vigilance des associations, le scandale n'aurait jamais été révélé et ces produits douteux auraient été consommés par des familles. L'État n'est même pas intervenu en urgence pour remplacer ces tonnes de nourriture, qui font aujourd'hui défaut aux associations. Le Secours populaire du Nord entrepose encore à ses frais 68 tonnes de cette viande frelatée et le responsable ne sait pas comment il va nourrir les 3 500 personnes qui dépendent de son association en juillet et en août.

Aline Urbain

Gaspillage : le produit du système économique

« C'est un gaspillage scandaleux », a déclaré le Premier ministre, Philippe, le 4 juin, réagissant avec plusieurs mois de retard aux images de M6 montrant l'entreprise Amazon en train de détruire des stocks de téléviseurs et de jouets invendus.

Voulant répondre à l'inquiétude générale pour l'environnement, Philippe a même décrit l'action de son gouvernement comme rien de moins qu'une première mondiale, puisqu'il prévoit le vote d'une loi cet été pour interdire la destruction de produits neufs... fin 2023.

La secrétaire d'État Brune Poirson a entonné le même air devant les députés : « Produire pour détruire, c'est fini ». Ce à quoi le représentant d'une fédération patronale a eu beau jeu de répondre que les entreprises ne devraient pas être visées par une loi : « Car le but de toute entreprise est d'avoir le plus faible taux d'invendus. Elle ne produit jamais plus qu'elle n'espère vendre. »

C'est vrai pour chaque entreprise. Elles planifient d'ailleurs leur production, surtout les plus grandes, en fonction du marché qu'elles espèrent conquérir ; non pas

pour satisfaire les besoins de chacun, mais pour accroître le profit des bourgeois qui possèdent les capitaux.

Mais le capitalisme, c'est la concurrence entre les entreprises. Chacune veut la plus grosse part d'un marché qui n'est pas extensible, et affronte les autres dans ce but. Or elles ne s'aperçoivent de leurs succès ou de leurs échecs que bien après la phase de production, quand les circuits de distribution débordent de ces marchandises. Au total, elles produisent donc en général trop par rapport aux capacités d'absorption du marché, ce qui génère des invendus.

Cette anarchie dans la production caractérise le mode de production capitaliste. Elle peut provoquer non seulement des invendus mais des crises économiques dévastatrices,

pendant lesquelles le décalage entre le marché solvable et les besoins réels de la population éclate au grand jour. Lors de la grande crise de 1929, les sacs de café invendus étaient brûlés dans les chaudières des locomotives au Brésil et les cageots d'oranges étaient brûlés en Californie devant les yeux des chômeurs affamés. Aujourd'hui, des logements neufs ne trouvent pas preneurs, pendant que les mal-logés se comptent par millions. La généralisation du crédit et de l'endettement n'a fait que repousser cette contradiction, elle ne l'a pas fait disparaître.

L'absurdité d'un tel système saute aux yeux. Non seulement il faut adapter la production à la demande et aux impératifs écologiques, mais c'est toute l'économie qu'il faut organiser en fonction des besoins des hommes. Il est vain de l'attendre d'un système régi par les lois du capital et du marché aveugle : il faut le renverser.

Lucien Déroit

Gaspilleur à l'honneur

Macron, mettant ses pas dans ceux de Hollande, veut apparaître comme le champion de la lutte contre le réchauffement climatique, parmi les autres dirigeants du G7 qu'il recevra en France dans quelques semaines.

Il a ainsi promis de s'attaquer au gaspillage de l'industrie de la mode, qui serait le deuxième

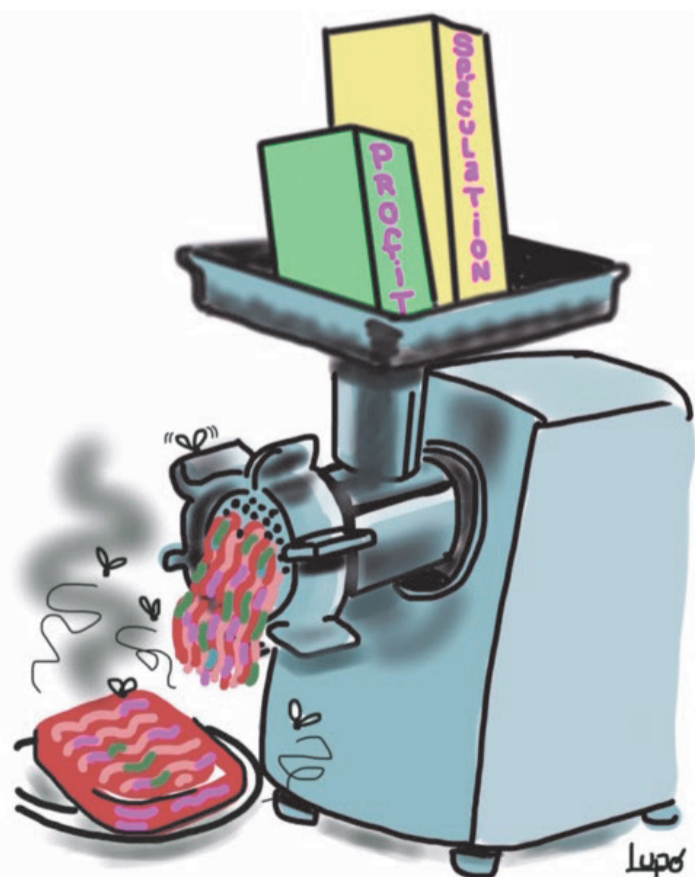
secteur le plus polluant, car elle crée par la publicité l'envie de changer sans cesse de vêtements et détruit donc régulièrement les invendus de la saison précédente.

Pour ce faire, Macron confie une mission à... François-Henri Pinault, milliardaire et propriétaire du groupe de luxe international Kering.

Demander à un gaspilleur de premier ordre de trouver des solutions au gaspillage, c'est tout ce qu'on peut attendre de ceux qui gouvernent des États agissant pour le plus grand profit des capitalistes.

Ils ne peuvent faire que semblant d'apporter des solutions aux absurdités de leur économie.

L. D.



Macron à l'OIT : l'hypocrisie en majesté

Mardi 11 juin, Macron s'est rendu à Genève pour prononcer un discours à la séance plénière de l'Organisation internationale du travail.

Profitant du centième anniversaire de cette institution, émanant du traité de brigandage de Versailles entre les vainqueurs de la Première Guerre mondiale, Macron y est allé de son discours lénifiant sur la lutte contre les inégalités sociales et la nécessité, dans ce but, de renforcer la coopération internationale.

Malgré les applaudissements de circonstance des représentants de 187 pays, dont la chancelière Merkel ou encore le Premier ministre russe Medvedev, qui tous prennent des mesures

aggravant l'exploitation, aucun des présents ne croyait en la sincérité du moindre mot prononcé. L'OIT rédige année après année des normes internationales pour le travail décent et la protection sociale, la plupart des États membres les adoptent des deux mains, sans que cela entraîne aucune contrainte juridique ni améliore le moins du monde le sort des salariés.

En 2009, lorsque la paralysie de monde financier faisait craindre un effondrement brutal de l'économie mondiale, Sarkozy était

même venu devant l'OIT dénoncer un « capitalisme financier devenu fou » et appeler à des mesures de réglementation contraignantes, qui n'ont bien entendu jamais vu le jour. Macron n'a pas dérogé à la règle, prononçant les mêmes mots.

Ces déclarations hypocrites ne suffiront pas à effacer dans l'esprit des travailleurs l'aggravation de leur sort lié aux mesures du gouvernement Macron, ni l'ampleur des cadeaux offerts aux plus riches pour leur permettre d'accroître encore leurs fortunes sur leur dos.

Gilles Boti

Migrants : l'État toujours plus inhumain

Dans un rapport publié le 5 juin, Amnesty dénonce les intimidations et les violences contre les migrants de Calais et de Grande-Synthe et contre les militants des associations qui leur viennent en aide.

Depuis le démantèlement de la Jungle en 2016, plus de 1 200 réfugiés et migrants, dont des mineurs non accompagnés, survivent sous tentes et des bâches. Ils manquent de nourriture, d'eau potable, n'ont pas d'abri ni d'accès à des installations sanitaires. La brutalité des autorités à leur égard s'est accrue. Gaz lacrymogènes, coups, insultes racistes sont leur lot quotidien.

Cette violence frappe désormais aussi les militants des associations qui tentent de leur fournir des repas, des vêtements, des douches. En 2017, la maire de Calais a ouvert les hostilités, en prenant un arrêté interdisant toute distribution de nourriture, en installant une benne devant les locaux du Secours catholique pour l'empêcher de mettre des douches à disposition des migrants, et en multipliant les amendes de stationnement contre les camionnettes des bénévoles.

Depuis 2018, policiers et gendarmes mettent sous pression les défenseurs des migrants, en leur infligeant systématiquement des contrôles d'identité, des

gardes à vue, des palpations, des violences physiques et verbales.

La justice est également passée à l'offensive. D'abord, en ignorant les nombreuses plaintes déposées contre les policiers. Ensuite, en condamnant pour diffamation ceux qui dénoncent les mauvais traitements infligés aux migrants. Ainsi Loan Torondel, coordinateur de l'Auberge des migrants, a été condamné en septembre 2018 à 1 000 euros de dommages et intérêts pour avoir publié dans un tweet la photo de policiers en train de confisquer, en plein hiver, une couverture à un migrant. Enfin, en poursuivant pour outrage et violence les victimes de violences policières, comme Tom Ciotkowski, dont le procès doit s'ouvrir le 13 juin.

Non content de réprimer les migrants, qui ne cherchent qu'à passer en Angleterre pour espérer y vivre, l'État français cherche à présent à criminaliser, et à décourager, tous ceux dont le seul délit est de faire preuve d'humanité.

Julie Lemée



NATHAN PFF

Football féminin : sexisme pas mort

La Coupe du monde féminine de football se déroule en France jusqu'au 7 juillet, mais les pratiques financières en vigueur et les commentaires en marge de la manifestation témoignent que les préjugés sexistes ne sont pas morts.

Alors que des sports comme le tennis ou le basket-ball se sont féminisés dans la première moitié du 20^e siècle, le football a longtemps été en retard, et il le reste.

Des joueuses longtemps exclues

Aux débuts de ce sport, à la fin du 19^e siècle, il est pratiqué par des femmes, qui constituent des clubs. En France, à la fin des années 1910, plusieurs équipes de femmes jouent au football. Mais à sa création, en 1919, la fédération française refuse formellement l'entrée des femmes.

En 1925, le patron de l'influent journal *L'Auto* (ancêtre de *L'Équipe*) s'indigne ainsi : « *Que les jeunes filles fassent du sport entre elles, dans un terrain rigoureusement clos, inaccessible au public : oui, d'accord. Mais qu'elles se donnent en spectacle, à certains jours de fête, où sera convié le public, qu'elles osent même courir après un ballon dans une prairie qui n'est pas entourée de murs épais, voilà qui est intolérable!* » Le décès d'une joueuse pendant un match, en 1927, est exploité pour plaider l'interdiction. Dans les années 1930, le football féminin est toujours vivement critiqué. Enfin, le 27 mars 1941, le gouvernement de Vichy interdit aux femmes une liste de sports, dont le football. Il faut attendre les années 1970 pour

voir le retour du football féminin et la création d'une équipe de France.

La fédération internationale, la Fifa, a fait preuve du même sexisme. Dans les années 1970, à une époque où plusieurs fédérations interdisent encore aux femmes de jouer, les premières coupes du monde féminines sont disputées en dehors d'elle. Alors que la Fifa organise une coupe du monde masculine depuis 1930, il faut attendre 1991 pour qu'elle organise l'équivalent pour les footballeuses.

Sexisme et gros sous

Aujourd'hui, la société a évolué, et les sponsors comme les médias voient dans le football féminin un potentiel commercial. Le sexisme prend des formes plus insidieuses que l'interdiction de pratiquer. Il s'observe par exemple dans les inégalités de traitement. Alors qu'un joueur de Ligue 1 gagne en moyenne 73 000 euros mensuels, le salaire moyen d'une footballeuse professionnelle en France est de 2 494 euros. En cas de victoire au Mondial, la Fédération française de football accordera à chaque joueuse 40 000 euros de prime alors qu'en 2018 les Bleus avaient touché chacun 400 000 euros. La différence entre les primes offertes aux équipes par la Fifa se creuse même. Dans plusieurs pays, des joueuses dénoncent ces inégalités,

voire attaquent leur fédération pour discrimination, à l'instar des Américaines : elles ont été plusieurs fois championnes du monde et championnes olympiques, mais continuent de gagner moins que leurs homologues masculins, qui n'ont jamais dépassé un quart de finale.

Pour justifier ces différences choquantes, les instances sportives prétextent que le football féminin ne génère pas les mêmes recettes (droits télévisés, etc.), justifiant ainsi leur sexisme par celui de la société. Quand des différences de popularité existent, les autorités en sont les premières responsables : en interdisant longtemps le football féminin, elles l'ont empêché de se développer. Et, en réalité, elles sont en retard sur la société, souvent plus favorable à l'égalité des sexes que les autorités et les médias ne le sont. Chez les jeunes filles, la pratique du football et le nombre de licenciées progresse très rapidement. Le 7 juin, le match d'ouverture France-Corée du Sud a attiré 11 millions de téléspectateurs, un chiffre proche de celui d'un match masculin équivalent.

Les commentateurs sportifs n'osent plus critiquer ouvertement le foot féminin, comme un Thierry Roland le faisait grossièrement. Il faut aller à l'Académie française pour trouver un Alain Finkielkraut expliquer qu'il n'aime pas le football féminin, en ajoutant : « *Ce n'est pas comme ça que j'ai envie de voir des femmes.* » Qu'il garde donc ses envies pour lui!

Michel Bondelet

Bientôt une guerre francocorico-turque ?

Lors du match de football Turquie-France, samedi 9 juin, l'hymne et les joueurs français ont été sifflés par une partie des tribunes du stade de Konya, où avait lieu la rencontre. Marine Le Pen a dénoncé

« une honte, un affront et l'inverse des valeurs de fair-play », tandis que Jordan Bardella s'est indigné : « *Assez de se faire marcher dessus impunément!* » Macron, « ému que l'hymne soit sifflé », a embrayé, jugeant

cela inacceptable. Péresse a réclamé des sanctions. La fédération turque a beau avoir formulé des excuses, l'incident diplomatique menace.

En réalité, seule une petite partie des supporteurs

ont hué l'hymne français, tandis que la majorité du public réclamait l'arrêt des sifflets. Même le président de la Fédération française de football, Noël Le Graët, a estimé que, pour lui, il n'y avait pas d'incident.

Les sifflets contre l'adversaire sont fréquents dans les stades. A peu près aussi fréquents que les accès de démagogie co-cardière des politiciens français.

M.B.

Géants du sucre : régulation par le chômage

Mi-février, Saint-Louis Sucre annonçait la fermeture de deux sucreries, à Cagny et Eppeville dans la Somme, ainsi que d'un centre de conditionnement à Marseille pour 2020. Le groupe prévoit aussi des fermetures en Allemagne et en Pologne dans des usines moins importantes.

Plus d'une centaine de postes vont ainsi être supprimés et cela aura des conséquences pour plus de 2000 agriculteurs. Des planteurs de betteraves, soutenus par des élus locaux, ont posé la question sur un plan national, dénonçant le fait que le groupe allemand Südzucker ne sauverait que les emplois et les agriculteurs allemands, au détriment des français. Cette prétendue priorité nationale de Südzucker a pourtant bien peu de réalité. Le groupe a expliqué sa stratégie face à la surproduction mondiale de sucre qui fait baisser le prix de la tonne de betterave, en répondant : « *Nous n'arrêtons pas la production pour la proposer à d'autres acteurs, mais bien pour retirer des capacités du marché.* » C'est ce qu'a répondu un de ses dirigeants aux agriculteurs français qui proposaient une reprise du site avec l'aide financière des différents conseils

régionaux.

Quelques semaines après les annonces de Südzucker, un groupe bien français, Cristal Union, a annoncé à son tour la fermeture de deux sucreries. Il s'agit de celle d'Aulnat, dans le Puy-de-Dôme, touchant 75 salariés et des agriculteurs qui n'auront d'autre choix que de changer de production, et celle de Toury, dans l'Eure-et-Loir, comptant 120 salariés.

Une compétition oppose les groupes internationaux pour dominer le marché du sucre et de ses dérivés, tels que les aliments pour le bétail ou la fabrication d'alcool. Chacun a sa stratégie, mais ce sont les salariés qui leur servent de variable d'ajustement. Certains n'en sont d'ailleurs pas à leur première fermeture de site, une série ayant déjà eu lieu il y a moins d'une dizaine d'années.

Les travailleurs de ces différents sites ont déjà



Manifestation contre la fermeture de la sucrerie d'Eppeville.

manifesté à plusieurs reprises. Une grève vient d'avoir lieu le 4 juin à Eppeville, pour faire pression dans les négociations concernant les salariés qui

doivent être mutés à la sucrerie de Roye, distante de 23 km. Ils demandent des compensations pour le trajet supplémentaire, ainsi qu'une prime.

Les travailleurs des différents sites devront se faire respecter pour ne pas payer les pots cassés de cette bataille entre capitalistes.

Inès Rabah

La Poste : sans-papiers exploités, militants arrêtés

Mardi 11 juin à 7 heures, des travailleurs du collectif des travailleurs sans papiers de Vitry occupaient l'agence Chronopost d'Alfortville. Travaillant ou ayant travaillé pour Chronopost, ils venaient exiger la remise des documents indispensables pour leur régularisation et aussi la régularisation de tous les sans-papiers.

Pour les opérations de tri, La Poste et sa filiale Chronopost font appel à des entreprises de manutention

telles que Globe Express, Derichebourg ou Ares qui, à leur tour, font appel à des sociétés d'interim qui, elles-mêmes, en utilisent d'autres. Au bout de cette sous-traitance en cascade, il y a des travailleurs sans papiers. Originaires du Mali ou d'un autre pays africain, ils embauchent à 3 heures du matin dans l'entrepôt de Chronopost à Alfortville où ils déchargent les camions et trient les colis jusqu'à 7h30. Depuis quelques jours ou

semaines pour certains, quelques mois pour d'autres, ils travaillent comme de nouveaux esclaves.

En début d'après-midi, la réponse de Chronopost à l'occupation arrivait : avec l'intervention de la police, l'arrestation d'un militant du collectif de sans-papiers de Vitry et d'un journaliste venu couvrir l'événement ! Des arrestations qu'il n'est pas question de laisser passer.

Correspondant LO

Exposition : rouge, art et utopie au pays des soviets

Une exposition au Grand Palais à Paris donne une idée de la fièvre artistique qui a suivi la révolution russe de 1917 en l'opposant à l'art officiel figé de l'époque stalinienne des années 1930.

Elle s'ouvre sur un commentaire anticommuniste assimilant la révolution russe à un « coup d'État bolchevique » et rend celui-ci responsable de la guerre civile. Mais ce qu'elle donne à voir témoigne au contraire, dans cette époque où le jeune État ouvrier est attaqué de toutes parts, d'une société qui fourmille d'idées et de débats.

Des documents, provenant notamment des musées de Saint-Petersbourg et de Moscou, montrent comment des artistes d'avant-garde ont voulu être en prise directe avec la vie des ouvriers et des paysans transformée par la révolution. Dans un manifeste publié en 1918, Maïakovski voulait abolir le « séjour de l'art » dans les galeries ou les musées, pour qu'il descende dans la rue et dans les usines, pour mêler l'art à la vie. L'exposition

montre quelques fenêtres Rosta, du nom de l'agence télégraphique russe, créées au pochoir pour être facilement reproductibles et placardées dans les vitrines des magasins. Elles étaient destinées à l'agitation et à la propagande, l'agit-prop, avec des slogans allant de la nécessité de faire bouillir l'eau pour lutter contre les épidémies à la révolution mondiale. Des trains

d'agit-prop circulant dans les territoires gagnés par la révolution servaient à la fois de tribunes, de lieux de distribution de journaux et de tracts, de bibliothèques et de salles de cinéma. Des fêtes et des spectacles de rue avec des décors futuristes revivent également dans l'exposition, au côté de projets d'architecture ambitieux, d'extraits de films, d'objets usuels destinés à faciliter la vie quotidienne, considérés aujourd'hui comme les ancêtres du design.

L'internationalisme est

une évidence sur les affiches de propagande, sur la maquette d'un monument à la III^e Internationale, ou encore dans l'exposition qui, en mars 1924 à Moscou, a réuni des peintures d'artistes allemands, pour la plupart engagés dans la révolution de leur pays. Des peintures traditionnelles sont également présentes dans cette première partie de l'exposition.

Le gouvernement de Lénine et de Trotsky refusait en effet de donner une estampille officielle à aucun des courants artistiques,

voulant préserver la plus grande liberté de création artistique. Il liait le développement de la culture aux tâches immédiates d'éducation et de lutte contre l'analphabétisme. Au premier étage, l'exposition, suivant la chronologie, montre l'emprise croissante de la dictature stalinienne sur les arts, faisant plier de nombreux artistes. C'est en 1930 que Maïakovski se suicide.

Jean Sanday

Au Grand Palais, jusqu'au 1^{er} juillet, entrée 14 euros

Pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah !

Le collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah appelle à manifester à Paris le samedi 22 juin, journée internationale de défense des prisonniers politiques.

Georges Ibrahim Abdallah a entamé en octobre dernier sa 35^e année d'emprisonnement. Il lui est reproché sa solidarité militante avec les actes de

résistance lors de l'invasion du Liban en 1982 par les troupes israéliennes. Il est libérable depuis vingt ans et à deux reprises un tribunal d'application des

peines lui a accordé la libération. Mais l'État français ne l'a pas libéré, cédant aux injonctions des États-Unis, et accessoirement d'Israël.

Il paie le fait de ne pas avoir renié ses engagements et de rester un anti-impérialiste qui dénonce le sort indigne

imposé au peuple palestinien et à tous les peuples opprimés du monde.

Selon son collectif de défense, « *il est de nos luttes, nous sommes de son combat* ». Pour exiger sa libération, les manifestants se retrouveront à Paris, place des Fêtes, samedi 22 juin à 14 heures.

8, 9, 10 juin, la fête de Lutte ouvrière

Les quelques averses du week-end des 8, 9 et 10 juin n'ont pas arrêté les participants qui, cette année encore, sont venus très nombreux à la fête annuelle de Lutte ouvrière, à Presles dans le Val-d'Oise. Plusieurs milliers de jeunes et de moins jeunes ont pu échanger au cours de débats, dans une ambiance fraternelle, se divertir dans les nombreuses activités proposées et se cultiver au travers des expositions et des interventions.

Le succès de ce rassemblement politique est un encouragement pour tous ceux qui, restés fidèles aux idées communistes révolutionnaires, continuent d'affirmer qu'il est possible de débarrasser la société du capitalisme et de toutes les formes d'oppression.

Nous publions ci-dessous des extraits des interventions de notre camarade Nathalie Arthaud au cours de la fête.



Nathalie Arthaud,
dimanche 9 juin :

Contre les tentatives de ressusciter l'Union de la gauche, affirmer les intérêts de classe des travailleurs !

Dans une société basée sur l'exploitation et où le pouvoir réel appartient au grand capital, les élections ne changeront jamais le sort des exploités. Mais nous nous présentons à tous les scrutins pour que les travailleurs puissent exprimer leurs intérêts de classe. Pour qu'ils puissent se rassembler derrière un programme ouvrier et s'identifier à un parti opposé à l'ordre bourgeois.

Nous avons été près de 180 000 à le faire dans ces élections européennes. C'est très peu, et c'est le signe de la période. Une période de crise du capitalisme et de recul du mouvement ouvrier. Les européennes ont confirmé la désorientation politique des travailleurs, et particulièrement du monde ouvrier qui s'est, pour l'essentiel, partagé entre l'abstention et le vote Le Pen.

Beaucoup d'ouvriers ont pris au mot tous ceux – c'était le cas de Le Pen et de Mélenchon – qui proposaient de faire de cette élection un référendum anti-Macron. Pour voter contre Macron, contre son arrogance, contre sa politique antiouvrière, beaucoup ont voté pour Le Pen, la liste qui était la mieux placée pour lui infliger un échec.

Même si tous les électeurs

ouvriers qui votent Le Pen n'adhèrent pas à toute sa politique, ils ne voient pas le poison que son nationalisme et sa xénophobie représentent pour leur classe. Et comment le pourraient-ils, quand depuis bien longtemps les campagnes des partis dits de gauche, que ce soit La France insoumise de Mélenchon ou le PCF, sont elles aussi empreintes de nationalisme et de patriotisme ? Dans le monde ouvrier, le mot d'ordre du PCF « Il faut produire français » a ouvert la voie à la « préférence nationale » de Le Pen.

De fait, élection après élection, beaucoup de travailleurs aident ainsi à renforcer un mouvement profondément antiouvrier, qui alimente la division des classes populaires en fonction de leur origine ou de leur religion.

L'union de la gauche, un piège pour les travailleurs

C'est dans cette situation, et confrontés à leurs résultats désastreux, que les leaders de la gauche ont de nouveau entonné le grand air de l'unité. Et, poussés par la nécessité de sauver les meubles aux municipales, ils finiront peut-être par retrouver le chemin d'une union de la gauche.

Eh bien ce sera sans

nous, parce que s'opposer à l'extrême droite, avec toutes les saletés réactionnaires et antiouvrières qu'elle charrie, et s'opposer à Macron, ne pourra pas se faire en resservant ce vieux plat de l'union de la gauche qui a empoisonné les travailleurs.

À tous les nostalgiques qui voudraient réécrire l'histoire, il faut rappeler qu'à chaque fois que les partis de gauche se sont unis, derrière Mitterrand, Jospin ou Hollande, ils ont gouverné pour le grand capital contre les travailleurs !

Le jeu politique de Macron consiste à instaurer un tête-à-tête avec le RN. Mais si le parti de Le Pen est en position d'apparaître aux yeux de beaucoup comme le parti de l'alternance, c'est aussi et surtout le fruit des trahisons et des reniements des partis de gauche chaque fois qu'ils se sont retrouvés au pouvoir.

Prenez le vote utile. Cela fait des décennies que les partis de gauche, le PS et le PCF, ont brouillé les consciences avec cette histoire. Même si, au second tour de la présidentielle, deux politiciens bourgeois s'affrontaient, il fallait voter utile, c'est-à-dire voter pour le moins pire. Tous



suite page 8



ceux qui ont vécu la présidentielle de 2002 se souviennent comment toute la gauche et même une partie de l'extrême gauche ont appelé, comme un seul homme, à voter Chirac contre Le Pen. En 2015 lors des régionales, toujours pour faire rempart au Front national, le PS et même le PCF ont encore appelé les travailleurs à voter pour des candidats de droite.

Cette pression électorale a contribué à effacer les réflexes et les raisonnements de classe, au point que beaucoup de travailleurs ne sont plus gênés de voter pour un millionnaire de Saint-Cloud! (...)

La perspective ne peut pas être de reproduire sans cesse les mêmes illusions. Mitterrand et Hollande n'ont pas été de erreurs de casting. Le problème n'est pas de trouver le bon candidat de gauche qui deviendrait un bon président pour les travailleurs. Cela n'a jamais existé, ni en France ni dans aucun autre pays. Dans cette société dominée par les lois du grand capital, tous ceux qui se hissent au pouvoir se condamnent à être pieds et poings liés soumis à ses intérêts.

La seule alternative est la suivante : soit on accepte de gouverner dans le cadre

de l'ordre bourgeois et on se soumet aux puissances de l'argent, soit on se prépare à les combattre avec la seule force capable de leur tenir tête : les travailleurs mobilisés et conscients de leurs intérêts.

Ce qu'il faut reconstruire, c'est un parti ouvrier capable de mettre en avant les exigences des travailleurs, des chômeurs, des retraités. Un parti qui se place du point de vue des exploités. Pas des intérêts de la France, pas des intérêts d'Airbus, PSA ou Alstom, car il s'agit alors toujours des intérêts des grandes familles bourgeoises. (...)

Il faut un parti qui ne raconte pas d'histoire de sauveur suprême et qui dise clairement que le seul moyen de faire valoir les intérêts des travailleurs, ce sont leurs luttes collectives. Des luttes dont l'aboutissement ne peut être que le renversement de la bourgeoisie, l'abolition du salariat et la prise du pouvoir par les travailleurs. (...)

Le camp des travailleurs n'est pas une abstraction. Avant d'être un choix politique conscient, c'est une réalité sociale. Tant qu'il y aura des travailleurs, il y aura des luttes. Et il y aura des femmes et des hommes, y compris des intellectuels,

pour contester et combattre le capitalisme. (...)

Ce qui se passe dans la rue et dans les entreprises est bien plus déterminant pour les travailleurs que n'importe quel vote. Mais, même dans leurs luttes, les travailleurs ont besoin d'une politique. Ils doivent comprendre qui est leur ennemi, où porter leurs coups, avec quelles revendications. Nombre de luttes ont avorté ou ont été dirigées vers des impasses parce qu'il manquait aux travailleurs la conscience d'avoir à renverser tout l'ordre bourgeois.

Alors, il faut défendre une politique qui représente les intérêts immédiats et les perspectives des travailleurs dans toutes les circonstances. Dans les luttes elles-mêmes, dans le moindre débrayage, dans les grèves, dans les manifestations, mais aussi dans les combats électoraux que sont les élections. Il faut la défendre avec la conviction que l'on peut être une minorité un jour et se retrouver le lendemain à plusieurs centaines de milliers dans la rue.

Renforcer le courant qui place sa confiance dans la classe ouvrière, lui donner la force d'intervenir dans les luttes que les travailleurs ont à mener contre la grande bourgeoisie est la tâche

essentielle. C'est une tâche que nous poursuivrons envers et contre tout, car l'avenir de la société, de la société et même de la planète, dépend de la révolution sociale!

La logique du capitalisme incompatible avec l'écologie

Le résultat des écologistes dans ces européennes témoigne d'une inquiétude légitime sur l'avenir de la planète. Mais il témoigne aussi d'un certain apolitisme. EELV avec Jadot a fait campagne en expliquant qu'il fallait rejeter l'idéologie et faire du concret. À l'entendre, il n'y aurait même pas besoin de se poser le problème de l'organisation capitaliste de la société, il suffirait seulement d'y injecter plus de préoccupations écologiques.

Sa politique épouse les idées dominantes. L'idée qu'il faudrait agir pas à pas, parce qu'il n'y aurait pas d'alternative au capitalisme. L'idée que tout le monde aurait sa part de responsabilité et qu'il faudrait changer nos comportements, changer l'éducation... Parce que l'on consommerait trop, parce que l'on consommerait mal, parce que l'on prendrait trop la voiture, parce qu'il y aurait trop de diesel... (...)

Mais, à côté de cela, les grands groupes industriels et commerciaux qui ne veulent plus de stocks font rouler des norias de camions sur les routes, le fret ferroviaire recule et il faut toute une mobilisation pour qu'un train continue de desservir Perpignan-Rungis, plutôt que 40 camions. Les villes manquent d'argent pour développer et entretenir leur réseau de transport collectif. Des immeubles de bureaux sont laissés vacants, des usines sont laissées en friche...

Sans parler des catastrophes écologiques, il y a la pollution ordinaire, la destruction de la planète à petit feu, la déforestation, la pollution des nappes phréatiques, des régions entières des pays pauvres transformées en dépotoirs dangereux.

Alors, si l'heure de la mobilisation écologique a sonné, il faut remettre en cause toute l'organisation sociale. Ce sont les capitalistes qui tiennent les manettes de l'économie et qui décident de l'organisation de la production, de l'énergie, des transports. Avec les États à leur service, ils façonnent nos modes de consommation, de déplacement.

Et le propre de leur système c'est d'être irresponsable,

c'est de ne pas avoir de morale. (...)

Il n'y aura pas de société respectueuse de l'environnement et des hommes si on ne renverse pas le capitalisme. À la place de ce système qui est le règne de l'intérêt privé, il faut imposer la gestion collective des grands moyens de production et le règne de l'intérêt général. (...)

Pour ne pas gâcher les immenses capacités productives que l'humanité s'est données, il faut mettre fin à l'obstacle que constitue la propriété privée sur celles-ci. Cela nécessite d'exproprier la bourgeoisie des usines, des banques, des transports et des grandes chaînes de distribution, des multinationales du numérique, qui empêche toute organisation rationnelle de l'économie.

Mettre en commun ces moyens de production, c'est le sens du mot communisme. Ce mot a été dénaturé, mais il est riche de signification. En organisant collectivement et rationnellement l'économie, la lutte individuelle pour la vie

pourrait enfin céder la place à la conscience du fait que l'humanité est une et indivisible, et qu'elle a les moyens d'assurer une vie digne à chacun de ses membres. (...)

La classe ouvrière est la seule à pouvoir changer la société

Crise économique, chômage de masse, guerres, terrorisme, crise écologique, migrants refoulés par les pays riches: les dirigeants actuels, qu'ils soient à la tête des multinationales, des grandes banques ou des États, sont incapables d'apporter quelque solution que ce soit. Pire, ils poussent l'humanité entière vers le précipice. Et la classe ouvrière est la seule classe qui peut s'y opposer.

Cela peut paraître utopique, vu la combativité actuelle du monde ouvrier. Il est vrai que l'on a vu beaucoup de catégories sociales se battre ces dernières années, il y a eu le mouvement des gilets jaunes, mais il n'y a pas eu dans les entreprises de grandes mobilisations. Alors

que les travailleurs ont des moyens autrement plus efficaces que les gilets jaunes pour s'affronter à la bourgeoisie et la faire payer, pour arracher de réelles avancées.

Mais la confiance que nous plaçons dans la classe ouvrière ne dépend pas de sa combativité à tel ou tel moment, ni de ce qu'elle peut voter à telle ou telle élection. Les travailleurs ne sont pas dotés d'un sens révolutionnaire inné. Quand la confiance dans leur force collective n'est pas là, ils acceptent leur sort, ils s'adaptent à la société en épousant les valeurs: l'individualisme, la réussite personnelle, le nationalisme et les préjugés.

Notre confiance dans la classe ouvrière découle de l'analyse marxiste de la société. L'un des apports fondamentaux de Marx et d'Engels a été de montrer que la société capitaliste portait en son sein le socialisme. Le capitalisme a rassemblé les moyens de production, les a concentrés, en faisant travailler ensemble des milliers, des

centaines de milliers de personnes. Au sein des multinationales, il a, de fait, socialisé et collectivisé le travail et la production.

Des dizaines, des centaines de milliers de salariés sont intégrés dans le même processus de production. Mais ils travaillent pour le compte d'une ou de quelques familles bourgeoises. Pour réaliser le socialisme, il ne reste qu'à supprimer la propriété privée des capitaux. Il ne reste qu'à exproprier la grande bourgeoisie des moyens de production qui appartiennent à toute la société!

C'est l'intérêt profond de la classe ouvrière qui, comme disait Marx, n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes. C'est inscrit dans la logique de la lutte de classe, qui ne se terminera qu'avec la mort du capitalisme.

La classe ouvrière a déjà mené de grandes luttes, des grèves générales, des insurrections et même des révolutions. Elle a fait la preuve qu'elle était capable de

prendre le pouvoir en Russie en 1917 et d'ébranler le monde. Mais, sans même parler de ces périodes extraordinaires, quand la classe ouvrière portait haut ses perspectives révolutionnaires, elle a fait progresser toutes les idées d'émancipation: l'égalité entre les femmes et les hommes, l'indépendance des pays colonisés, l'antiracisme, la lutte contre l'apartheid, le combat des Noirs américains...

Les hauts et les bas dans la combativité et la conscience des travailleurs ne nous feront pas changer d'idées et de programme. Construire une organisation sociale où l'exploitation de l'homme par l'homme disparaîtrait, où la pauvreté serait bannie et où les relations humaines ne seraient pas pourries par l'argent, est possible depuis longtemps. C'est le drapeau qu'il faut maintenir. Il en va de l'avenir de la société, de l'humanité et de la planète!

suite page 10



Lundi 10 juin :

Par-delà les frontières, une seule classe ouvrière

Comme l'ont montré les élections européennes, le fond de l'air est de plus en plus réactionnaire. Les partis d'extrême droite ou de droite extrême confortent leur influence en Europe. C'est vrai de la France avec Le Pen, de l'Italie avec Salvini, de la Hongrie avec Orbán, de la Grande-Bretagne avec le parti du Brexit de Farage, de l'Allemagne avec l'AfD, de la Belgique avec l'extrême droite flamande... Tous ces partis font du nationalisme et du repli sur soi leur fonds de commerce électoral.

Ils se présentent antimigrants, mais ils sont aussi antiouvriers. Là où ils sont au pouvoir, ils ont fait reculer la condition ouvrière. Orbán en Hongrie a donné la possibilité au patronat d'imposer jusqu'à 400 heures supplémentaires par an, payables sur trois ans ! En Autriche, le parti FPÖ, au pouvoir jusqu'au scandale qui l'a poussé hors du gouvernement, a soutenu une loi facilitant les journées de travail de 12 heures et les semaines de 60 heures. Et il n'y a pas à s'en étonner parce que, sur le fond, être antimigrant c'est être antiouvrier. Le mot migrant est d'ailleurs réservé aux pauvres, aux exploités. Aucun émir du Qatar, aucun

milliardaire indien, aucun oligarque russe et aucun bourgeois français propriétaire d'exploitations agricoles ou de ports en Afrique ne s'est jamais fait traiter de migrant. Pour être considéré comme un migrant, il faut appartenir au monde des exploités.

La classe ouvrière s'est constituée avec des générations de migrants. Avec des générations de paysans chassés de leurs terres et transformés en prolétaires. Avec des générations de femmes et d'hommes capturés en Afrique, réduits à l'esclavage et envoyés sur les plantations d'Amérique. (...)

Alors, s'attaquer aux migrants, c'est s'attaquer à la classe ouvrière ! À la classe ouvrière d'aujourd'hui et à celle de demain. Il faut refuser tout cela ! Par-delà les origines, par-delà la nationalité, la couleur de peau ou les croyances, nous formons une seule et même classe ouvrière ! Contre la bourgeoisie, travailleurs de tous les pays, unissons-nous !

Liberté de circulation pour tous les opprimés de la terre !

Il n'a pas fallu attendre l'arrivée de cette nouvelle vague de souverainistes au Parlement européen pour que l'Europe se transforme

en forteresse. Les prétendus progressistes à la Macron ont une responsabilité écrasante en la matière.

L'UE a passé des accords avec les pays de départ ou de transit, pour qu'ils empêchent le départ des migrants et réadmettent ceux qui ont réussi à s'échapper. Elle paye la Turquie pour qu'elle garde trois millions de Syriens dans des camps infâmes. Elle a aussi signé des accords de réadmission avec l'Afghanistan – pays paisible s'il en est ! –, avec la Libye livrée aux milices qui les maltraitent, voire les revendent en esclavage ! On en revient à la traite esclavagiste, comme au temps du commerce triangulaire, et l'UE appelle cela l'aide au développement !

Les rapports que les pays capitalistes d'Europe occidentale entretiennent avec les pays pauvres d'Afrique ou d'Asie ont changé de forme, mais pas de contenu. Le colonialisme se perpétue, avec la domination économique des grands trusts des pays impérialistes. C'est toujours la même barbarie de l'exploitation, du pillage et de la misère.

Et, pour que les peuples ne puissent s'en échapper, les dirigeants européens ont levé une petite armée. Parce que Frontex, l'agence

qui supervise les contrôles aux frontières de l'espace Schengen, c'est ça ! Ses effectifs sont passés de 1500 personnes en 2016 à 10000 aujourd'hui. L'agence Frontex s'est équipée de matériels sophistiqués, de radars, bateaux, drones, hélicoptères, comme pour mener une guerre. Oui, cette guerre contre les migrants est l'aspect le plus visible de la guerre impérialiste que les bourgeoisies les plus puissantes de la planète mènent contre les opprimés.

Comme l'ont fait des générations de militants ouvriers révolutionnaires à chaque fois que leur bourgeoisie a voulu les jeter contre des prolétaires d'autres pays, il faut dire que c'est une sale guerre et que nous ne marchons pas. Réaffirmons haut et fort le droit de circuler librement pour tous les opprimés de cette terre !

Ceux qui, parmi les dirigeants des nations les plus riches, prônent l'établissement de murs et de barbelés entre les peuples sont des réactionnaires. Ils peuvent faire des voix dans les urnes à la faveur de la crise et du désarroi politique qui frappe les classes populaires, mais ils ne représentent certainement pas l'avenir. (...)

En Algérie et au Soudan, les peuples ont relevé la tête

Mais, on le voit en Algérie et au Soudan, les peuples et les opprimés sont toujours capables de se jeter corps et âme dans de grands combats.

Ce n'est pas la combativité et l'initiative des masses qui font défaut aujourd'hui dans ces deux pays. Il en a fallu du courage en Algérie pour oser défier une dictature, un pouvoir militaire qui a démontré avec la décennie noire qu'il était impitoyable et qu'il ne reculerait devant aucun massacre. Et il en a fallu au Soudan, où le satrape al-Bachir a semé la terreur pendant des décennies !

Ce qui s'est passé ces derniers mois dans ces deux pays montre qu'il arrive toujours des moments où la révolte est plus forte que la peur. Des moments où l'action et la témérité de quelques-uns en encouragent d'autres et conduisent des centaines, des milliers, des millions à oser faire ce que l'on n'imaginait même pas quelques jours avant !

À lire les quelques reportages parus sur le sit-in géant qui s'est tenu pendant des semaines devant le quartier général des forces





armées à Khartoum, on ne pouvait qu'être impressionné par la vitesse à laquelle ont jailli les initiatives.

En l'espace d'un mois et demi, les révoltés ont transformé le carrefour en QG révolutionnaire. Ils y ont amené de l'eau, l'électricité, des toilettes. Une cuisine collective, des dortoirs ont été installés. La solidarité s'y est organisée, les enfants des rues ont été pris en charge... Des milliers de femmes et d'hommes ont passé des jours et des nuits à débattre de politique, de démocratie, de rapports entre les femmes et les hommes, de grève générale...

Mais, pendant ce temps-là, le pouvoir des militaires se préparait à réprimer, avec le soutien de ses alliés régionaux, l'Égypte, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, et, à n'en pas douter, avec la complicité des grandes puissances.

Et depuis une semaine

une violente répression s'est abattue sur Khartoum. Plus de 100 morts, 500 blessés, et les chiffres augmentent sans cesse au fur et à mesure qu'on repêche les cadavres de ceux qui ont été jetés dans le Nil, ligotés et, pour beaucoup, torturés.

Aujourd'hui, Khartoum est quadrillé par les forces de sécurité lourdement armées et par les milices paramilitaires. Et leur férocité rappelle celle de toutes les classes dominantes défendant leurs privilèges: la férocité de Thiers conduisant au massacre de la Commune de Paris, celle pendant la révolution chinoise de 1927, où les ouvriers étaient brûlés dans les locomotives ou, plus près, la répression de Pinochet au Chili.

Ce qui se passe à Khartoum est un avertissement sanglant pour tous les peuples qui relèvent la tête. Il vient après celui de

l'Égypte, où l'effervescence populaire a été brisée par le général al-Sissi. Avertissement formulé il y a quelques semaines par cet intellectuel égyptien s'adressant à la population de Khartoum en révolte: « Une demi-révolution est un suicide complet. Ne laissez pas l'armée confisquer les fruits de votre combat. »

L'avenir nous dira si le mouvement de contestation au Soudan s'en relèvera. Mais l'issue va dépendre de la capacité des masses révoltées à se confronter avec l'armée et à transformer leur révolte en révolution.

Lorsque les opprimés se révoltent, ils ne peuvent pas compter sur la compréhension de leurs oppresseurs, ni même sur leur pitié. Il arrive dans certains contextes que la dynamique même de la lutte de classe conduise les opprimés à se donner les moyens

de se défendre et à ce que, spontanément, ils trouvent le chemin pour décomposer les forces de répression, en attirant de leur côté une partie des forces armées, en particulier en dressant les soldats du rang, issus en général des classes opprimées, contre l'état-major et la hiérarchie militaire. C'est-à-dire en introduisant la lutte des classes à l'intérieur même de l'armée.

Les masses en révolte ne peuvent vaincre que si elles ont cette volonté et cette détermination. Cela dépend d'une multitude de facteurs, à commencer par la profondeur de la révolte et la radicalité des masses. Mais l'existence d'un parti révolutionnaire peut et doit jouer un rôle décisif. Un parti avec des militants capables d'entraîner les révoltés ne serait-ce qu'à se défendre et à se protéger. Un parti et des militants capables de transmettre

les expériences du passé, et en premier lieu la nécessité pour les masses de se donner tous les moyens, y compris militaires, pour l'emporter sur leurs oppresseurs. Un parti et des militants capables de comprendre et de transmettre cette grande leçon que Blanqui avait tirée de la révolution de juin 1848 en France: « Qui a du fer a du pain, on se prosterne devant les baïonnettes, on balaye les cohues désarmées. »

Dans bien des pays, et c'est vrai ces dernières années dans une partie du monde arabe, les masses populaires ont montré leur poids et aussi leur vitalité. Et ce qui se passe en Algérie et au Soudan doit renforcer notre détermination à faire tout ce qui dépend de nous pour avancer dans la voie d'un parti communiste révolutionnaire partout où nous existons.

Il y a URGENCE(s)!

Urgences des hôpitaux: la colère ne retombe pas

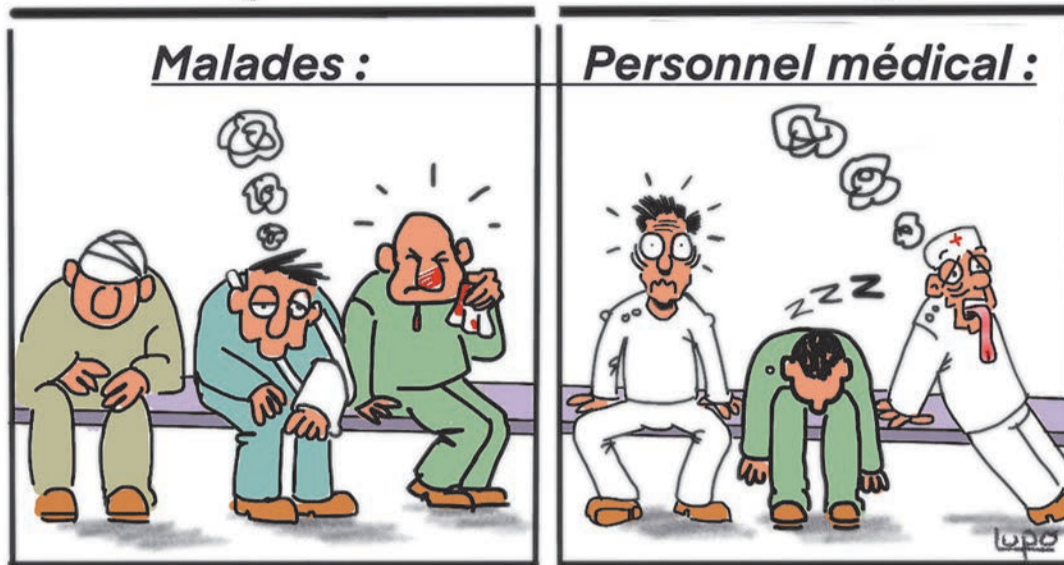
Jeudi 6 juin, la manifestation des soignants de services d'urgence a rassemblé près de 1000 personnes à Paris, venues d'hôpitaux de la région parisienne et de province, comme Avignon, Aix, Brest, Nantes ou Lons-le-Saunier, à l'appel du Collectif inter-urgences et soutenue par des syndicats et l'Association des médecins urgentistes de France. Une manifestation a encore eu lieu mardi 11 juin.

Le 6 juin, c'est un cortège très dynamique qui s'est dirigé vers le ministère de la Santé, où une délégation a demandé à être reçue par Agnès Buzyn. Depuis plus de deux mois, des infirmiers et aides-soignants s'organisent pour protester contre les conditions de travail aux Urgences devenues insupportables. Le nombre de patients a doublé en 25 ans. Les effectifs sont largement insuffisants. Les délais d'attente avant de voir un médecin s'allongent pour les patients, qui attendent sur des

brancards ou des chaises, et les agressions augmentent. Le matériel est défectueux.

En décembre dernier, une patiente de 55 ans est décédée aux Urgences de l'hôpital Lariboisière à Paris, après des heures d'attente, sans avoir pu être auscultée par un médecin. À Rennes, une femme de 60 ans est décédée dans les mêmes conditions.

À cela s'ajoutent les coupes budgétaires, qui entraînent des fermetures de lits dans tous les services des hôpitaux, rendant encore



plus difficile aux Urgences de diriger les patients vers un lit d'hospitalisation.

Les soignants sont à bout de souffle. Ils n'ont souvent pas le temps de manger ou d'aller aux toilettes. À Lariboisière, une quinzaine d'infirmières et d'aides-soignantes ont posé un arrêt maladie de 48 heures, une façon d'envoyer un signal et de faire comprendre que les équipes sont épuisées. À l'hôpital de Lons-le-Saunier, la majorité du personnel des

Urgences s'est également mis en arrêt maladie pendant plusieurs jours.

La ministre Agnès Buzyn a réagi en faisant une leçon de morale. « Ce n'est pas bien. Cela entraîne une surcharge de travail pour les autres », a-t-elle eu le culot de déclarer, elle qui fait la sourde oreille aux demandes de renfort des soignants depuis des mois et semble ignorer les heures non payées qu'ils font souvent pour ne pas abandonner leurs collègues

et les patients.

Les équipes des Urgences réclament des moyens pour soigner correctement: des embauches en nombre ainsi qu'une augmentation de 300 euros par mois. Buzyn a peut-être cru calmer la colère en annonçant des mesures pompeuses comme la « refondation » des services d'urgence ou encore la création d'un Conseil national de l'urgence hospitalière. Mais elle n'a en réalité débloqué aucun moyen supplémentaire. Et c'est bien à cette politique de restrictions budgétaires que le personnel des Urgences est confronté, comme celui de tous les services hospitaliers. C'est dans tous les services que les soignants ont à se défendre et à défendre la santé des patients. C'est à cette échelle que le mécontentement devra s'exprimer et que le mouvement devra s'élargir.

Gaëlle Régent

Hôpital Saint-Antoine - Paris

Une grande partie de l'équipe de nuit du service des Urgences de l'hôpital Saint-Antoine n'est pas venue à son travail dans la nuit du samedi 8 au dimanche 9 juin. Ces quinze soignants sur dix-neuf étaient en arrêt maladie.

Dans ce service, la grève des urgences a débuté le

18 mars. Les soignants sont assignés à leur poste de travail depuis presque trois mois et sont obligés de travailler alors qu'ils se sont déclarés en grève.

Les autorités hospitalières n'ont jusqu'ici pas répondu à leurs revendications. Alors que leurs conditions de travail très

difficiles dans les services sont parfaitement connues – la ministre de la Santé a elle-même été médecin hospitalier – ainsi que les risques pour les patients d'une prise en charge dégradée par le manque d'investissement, ces mêmes autorités donnent de la voix pour fustiger ces

arrêts maladie.

C'est bien la seule fois qu'elles s'intéressent de près à la santé des soignants: à l'hôpital Saint-Antoine, il n'y a qu'un seul médecin du travail pour 3000 employés et plus de visites médicales du personnel depuis longtemps.

Correspondant LO

SNCF Paris – Gare de Lyon : non aux licenciements et aux sanctions!

Depuis des mois maintenant, la direction de la SNCF ne cesse de mener la guerre aux cheminots. Le moindre faux pas, la moindre erreur dans le cadre du travail, la moindre discussion d'un ordre venant d'un chef, donnent lieu non seulement à sanction, mais à une menace de licenciement.

Cela veut dire la radiation pure et simple des cadres SNCF, avec ce que cela implique de conséquences néfastes pour la possibilité de retrouver un emploi ou la retraite.

Dernièrement, sur le réseau Paris sud-est, pour ne parler que de celui-ci, les exemples de cette politique répressive se sont multipliés.

Le 8 avril dernier, Régnal, contrôleur élu au CSE lors des dernières élections professionnelles, était convoqué pour un entretien disciplinaire, avec une

menace de radiation des cadres, pour avoir utilisé de vieilles traverses afin de protéger l'accès à des toilettes insalubres. Plusieurs centaines de contrôleurs, agents de conduite et agents commerciaux SNCF s'étaient réunis ce jour-là pour le soutenir.

Vendredi 7 juin, en gare de Lyon, un débrayage a entraîné presque la totalité des 400 contrôleurs de Paris sud-est en solidarité avec Régnal, et un nouveau rassemblement est appelé par les organisations syndicales le 19 juin prochain, jour de

son conseil de discipline.

Plus récemment, Emmanuel et Kevin ont été menacés eux aussi de radiation des cadres, et un troisième travailleur, Mathieu, d'une sanction plus forte qu'un simple blâme, avec inscription à son dossier. La direction invoque le faux prétexte d'un incident auquel ils auraient assisté lors du refoulement d'un train porte-autos en gare de Lyon-Bercy, lorsque ce train avait heurté le butoir. Il est certain que les grands chefs qui veulent sanctionner aujourd'hui auraient eu bien du mal à être témoins de ce genre de problème, tant ils sont loin du terrain.

Venant après le mouvement contre la réforme ferroviaire, ces sanctions et menaces de licenciement ne visent qu'à briser

la résistance des cheminots face à la dégradation de leurs conditions de travail et de vie. La direction veut faire des exemples afin de décourager et si possible de démoraliser les travailleurs, lui permettant de poursuivre sans obstacle le démantèlement de la SNCF, la fin du statut de cheminot, le recours systématique à l'intérim,

l'embauche au rabais, etc.

Cependant, la direction aurait tort de se réjouir, comme les rassemblements successifs le montrent. La combativité des travailleurs du rail est loin d'être étouffée et sa politique nourrit une colère qui pourrait bien éclater au moment où elle s'y attend le moins.

Correspondant LO



Le rassemblement du 8 avril.

Ferrero – Villers-Ecalles : victoire des grévistes

Du mardi 28 mai au 5 juin, une centaine des 400 ouvriers de l'usine Ferrero de Villers-Ecalles, en Seine-Maritime, se sont mis en grève contre les conditions de travail, les pressions exercées par certains chefs, ainsi que pour réclamer des augmentations de salaire.

Un piquet de grève était organisé dans une ambiance fraternelle devant la grille de l'usine.

Les grévistes de cette usine où se fabrique le

Nutella réclamaient, entre autres, le versement d'une prime de 900 euros (en fait la prime gilet jaune que la direction a choisi de ne pas verser), une augmentation

générale de 4,5 % ainsi qu'une majoration pour les heures de nuit.

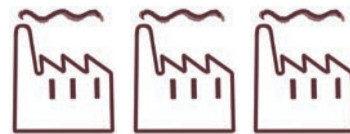
Voyant que les grévistes ne cédaient pas, la direction a tenté une manœuvre d'intimidation en faisant venir un huissier et en les menaçant d'une astreinte de 1000 euros par heure et par gréviste présent au piquet. Cette manœuvre grossière, loin de faire cesser la

protestation, semble avoir accentué la combativité.

En définitive, Ferrero a bien dû reculer en cédant une prime de 800 euros et des hausses de salaires de 3 % englobant cependant les augmentations individuelles.

Le matin du 5 juin, les grévistes, satisfaits des reculs de la direction, ont décidé de mettre fin à la grève.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Captation déjà efficace

Avec le nouveau procédé de captage et de réduction du dioxyde de carbone produit à Dunkerque, ArcelorMittal et ses associés – dont Total – ont déjà réussi à capter les subventions de l'Union européenne qui paieront les deux tiers des 19,3 millions d'euros dépensés sur quatre ans. L'argent public est toujours là pour assister le grand patronat.

ArcelorMittal – Dunkerque

Des garanties ?

La direction a annoncé que le passage à une seule équipe ne changerait rien pour les salaires et qu'il n'y aurait pas de licenciements. Sauf que les 575 intérimaires qui sont encore dans l'usine auront tous disparu. Et ils n'auront plus ni salaire ni emploi!

Renault – Douai

Moins de production, plus de travail

La production diminue, du coup les vitesses de lignes sont ralenties. On aurait pu croire que ce serait plus cool... eh bien non!

La direction a supprimé des tas de postes de travail et rajouté cette charge de travail sur les postes qui restent. Même pour produire moins, elle nous exploite plus!

Toyota – Onaing

De haut vol

La Poste est l'entreprise qui supprime le plus d'emplois chaque année, plus de 4000, alors qu'elle est aussi celle qui bénéficie le plus du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi) avec près de 400 millions par an. Au voleur!

Hôtel des Postes – Lyon

Du gâchis

L'hôpital a du mal à recruter des infirmières et des aides-soignantes ces derniers mois. Il paraît que même les écoles ne font plus le plein.

Avoir un boulot fatigant et difficile, avec des horaires dans tous les sens, un salaire au rabais et des années de CDD devant soi, c'est pourtant motivant, non ?

Cette société arrive à transformer des boulots humains et passionnants en repoussoirs, il est temps d'en changer! De société... Pas de boulot!

CHU Charles-Nicolle
Rouen

Siaap Achères – Yvelines : reprise dans l'amertume



Les grévistes de l'usine d'Achères du Siaap (Syndicat intercommunal d'assainissement des eaux de l'agglomération parisienne) ont repris le travail mercredi 5 juin, après, pour beaucoup, seize jours de grève complète, et neuf jours après les autres sites de la région parisienne.

Cette reprise est amère pour deux raisons. D'abord la déception sur le montant gagné: certains n'ont rien du tout, et les autres de 40 à 150 euros par mois au lieu des 400 demandés initialement, et alors que certains grévistes ont perdu 600 ou 1000 euros. Ensuite ceux-ci ont le sentiment de s'être fait voler la décision et d'avoir été trahis par les dirigeants CGT, le syndicat qui avait pourtant lancé la grève, rejoint par FO.

Tout avait bien commencé le 20 mai, avec des piquets fournis sur les différents sites de la région parisienne, et bien sûr à Achères, où la combativité est traditionnellement vive.

Les syndicats voulaient négocier sur le régime indemnitaire, qui dépend de la direction du Siaap, établissement de service public. Celle-ci a répondu le 28 mai par une véritable usine à gaz.

Outre un flou inquiétant, une des mesures portait sur le passage à 100 euros d'une prime de site, gagnée par une grève précédente à Achères. Cela voulait dire que le gain pour certains grévistes d'Achères était de... 40 euros, contre 100 pour ceux d'autres sites. Avec cette mesure alambiquée, la direction n'a pas seulement cherché à semer du ressentiment entre grévistes. Elle veut diminuer

les effectifs sur Achères, son plus gros site, avec 700 agents, en moyenne mieux payés qu'ailleurs. Alors, quitte à être obligée de lâcher de l'argent, elle en profite pour rapprocher les conditions salariales des sites et rendre ainsi sa politique de mutations internes plus attractive.

Malgré tout, contre l'avis des grévistes d'Achères et d'une partie de leurs propres militants, les dirigeants CGT ont manœuvré dès mercredi 29 mai, veille du pont, pour l'acceptation de ces mesures. Lors d'une assemblée houleuse, lundi 3 juin, des grévistes ont laissé éclater leur colère. Ils ont imposé que les militants CGT favorables à la continuation du mouvement prennent la parole, alors que leurs dirigeants tentaient de le leur interdire physiquement. Des syndiqués ont juré de déchirer

leur carte. Mais l'œuvre de démoralisation a fait son chemin, les grévistes reportant seulement au lendemain leur décision, où près de 90 présents ont voté, à la majorité moins 5 voix contre et 6 abstentions, la fin de la grève.

Le Siaap est un organisme public interdépartemental, dirigé par des élus des différents conseils départementaux, les anciens conseils généraux. Son président est d'ailleurs un élu du Parti communiste. Son directeur général vient de la CGT. Ce genre de poste compte pour le PC comme pour la CGT. Cela amène malheureusement les responsables à voir les problèmes économiques et les rapports avec les travailleurs avec les mêmes yeux ou presque que n'importe quel parti bourgeois.

Correspondant LO

ArcelorMittal – Florange : pollueur et irresponsable

ArcelorMittal a comparu au tribunal de Thionville le 27 mai pour « gestion irrégulière de ses déchets » sur son site de Florange, en Moselle.

L'affaire avait été déclenchée en 2017, suite à la vidéo diffusée par un chauffeur intérimaire montrant le déversement d'eaux usées aux couleurs jaunâtres dans un crassier. Arcelor a nié

malgré les charges nombreuses qui pèsent contre lui. Les vidéos du lanceur d'alerte sont « peut-être une mise en scène » a osé affirmer l'avocat du groupe sidérurgiste.

Depuis 2015 pourtant, la direction régionale de l'environnement (Dreal) a mis en demeure ArcelorMittal de régulariser la gestion du crassier. La présence d'au

moins vingt types de boues jugées dangereuses avait été signalée, ainsi que celle de métaux lourds (arsenic, fer, cyanure...) D'ailleurs, ce même crassier ne devait plus être exploité, la quantité maximale de stockage des déchets (38000 tonnes) étant dépassée depuis longtemps.

Le procureur a requis une amende de 50000 euros

contre ArcelorMittal. Ce montant ne représente pas grand-chose pour un tel groupe, mais il a tout de même plaidé la relaxe. Ces capitalistes sont tellement irresponsables qu'ils considèrent ne pas avoir à rendre de comptes et ils se refusent à payer la moindre amende, aussi faible soit-elle.

Correspondant LO

Argentine : une journée de lutte contre l'austérité

Le front syndical des principales centrales argentines, CGT, ATE et CTA, appelait le 29 mai, pour la cinquième fois cette année, à une journée de grèves et manifestations contre la politique d'austérité imposée aux classes populaires par le gouvernement Macri. Ce dernier se représente, cette année, à l'élection présidentielle pour un second mandat de quatre ans.

La mobilisation a été énorme. Comme le 30 avril dernier, il n'y avait ni bus, ni trains, ni avions, ni bateaux en mouvement. Depuis des mois, la situation économique ne cesse de se dégrader. La monnaie locale, le peso, a perdu la moitié de sa valeur, l'inflation approche 40 %, licenciements et fermetures d'usine se multiplient et la misère s'étend. La population craint un krach comparable à celui de 2001, qui avait fait s'effondrer l'appareil productif.

Une partie des dirigeants de la CGT collaborent avec Macri et proposent un second plan antilicenciements alors que le premier n'a pas empêché le patronat de licencier en masse. En revanche, d'autres dirigeants syndicaux appellent à l'action, non sans arrière-pensées. S'ils dénoncent la présidence, les gouverneurs des provinces et le FMI, ils évitent de s'en prendre à la bourgeoisie argentine, et s'ils invitent à battre Macri dans les urnes, c'est pour ramener aux affaires les péronistes et Cristina Kirchner, battue il y a quatre ans, et qui pourrait revenir comme vice-présidente du prochain ticket péroniste. Mais l'extrême gauche, qui compte de nombreux opposants au sein

des différentes centrales syndicales, appelle aussi à ces journées d'action.

Il y a quatre ans, la rue mais aussi les sphères dirigeantes disaient que les difficultés étaient « la faute à Cristina ». Les mêmes disent maintenant que « c'est la faute à Macri ». Car le recours de l'Argentine au FMI n'empêche pas la hausse de la dette, la fuite des capitaux et l'explosion de la pauvreté. Macri en est à séduire des péronistes adversaires de Cristina, dénonçant ceux qui ne se rallient pas à lui comme des « populistes à la Maduro », le président chaviste du Venezuela.

Les efforts de Macri pour sauver sa présidence ont un prix : les agios empochés par les financiers qui prospèrent sur la dette, la fuite des capitaux et l'ouverture



du pays aux multinationales. La classe travailleuse les paye par l'austérité, la hausse des tarifs publics, l'aggravation des conditions de travail, l'explosion du chômage et de la pauvreté ; à la satisfaction de tous les exploités du pays, banquiers, chambres du commerce et de la construction, Société rurale des grands propriétaires terriens et de l'agro-business et patronat de l'Union des industriels.

Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de ce gouvernement, ni d'ailleurs d'un retour des péronistes qui, eux aussi, feraient payer les difficultés économiques aux classes populaires.

Dans le cortège du 29 mai, des travailleurs brandissaient des pancartes réclamant un « Cordobazo national ». Il y a cinquante ans, en mai 1969, les travailleurs de la ville de

Cordoba, alors plus grande concentration industrielle d'Amérique latine, où l'on trouvait des usines Renault, s'insurgeaient et donnaient le coup d'envoi d'une période de luttes ouvrières qui allait durer plusieurs années, contre le grand patronat et ses alliés de la bureaucratie syndicale. C'est bien ainsi que la classe ouvrière peut se faire craindre.

Jacques Fontenoy

28 mai, mobilisation des femmes pour le droit à l'IVG

La veille de la mobilisation ouvrière, le 28 mai, les femmes occupaient la rue, là aussi de façon massive, dans ce qu'on appelle « la marée verte » ; les manifestantes brandissent un foulard vert exigeant le droit à l'avortement légal, sûr et gratuit.

Le projet de loi voté par

les députés mais rejeté par le Sénat en 2018 n'a pas brisé la mobilisation. La Campagne nationale pour l'avortement légal propose un nouveau projet de loi, le huitième, et les femmes luttent pour l'imposer.

Chaque année, 500 000 femmes argentines avortent clandesti-

nement et 50 000 d'entre elles connaissent de graves complications. Plusieurs affaires ont montré que les anti-IVG n'hésitent pas à s'opposer à la mise en pratique des rares autorisations d'avorter résultant de la loi de 1921, qui permet l'avortement en cas de

viol ou de danger pour la santé de la mère. Les anti-IVG montrent le plus grand mépris pour la santé et même la vie des femmes. Mais, pour celles-ci, ce sont autant de raisons de se mobiliser pour imposer leur droit à l'avortement.

J.F.

Mexique : chasse aux migrants pour le compte de Trump

Fin mai, Trump, qui n'avait pas réussi à réaliser son projet de mur à la frontière du Mexique, avait lancé un ultimatum à ce pays : s'il ne prenait pas des mesures contre les migrants avant le 10 juin, les marchandises importées du Mexique vers les États-Unis seraient fortement taxées, de 5 % à 25 %.

Il a finalement renoncé à sa menace, sans renoncer pour autant à ses pressions sur le pays.

Le Mexique exporte 80 % de ses produits vers les États-Unis, où ces importations mexicaines pèsent 310 milliards d'euros par an. Suite aux mesures brandies par Trump, il aurait pu perdre de 15 à 77 milliards d'euros selon le taux retenu.

Le président mexicain,

de centre gauche, Andres Manuel Lopez Obrador (« Amlo ») a écrit à Trump que « les problèmes sociaux ne sauraient être résolus par des taxes ou des mesures coercitives », et il a délégué plusieurs ministres pour trouver un arrangement, sans que Trump cesse pour autant ses déclarations agressives contre l'immigration venue du Mexique.

En avril dernier, les

patrouilles nord-américaines ont bloqué 109 000 migrants à la frontière. Les États-Unis souhaiteraient que ce sale travail revienne à la « migra », la police mexicaine chargée de la chasse aux migrants. « Nous avons rapatrié dans leur pays des migrants comme jamais auparavant », a plaidé le président mexicain. Entre janvier et avril dernier, la migra a interpellé 51 000 migrants, un nombre en hausse de 17 % par rapport à l'an dernier. Et 45 000 ont été expulsés, un record.

Si finalement Trump a remballé sa menace de

taxation, c'est aussi bien sûr que l'économie mexicaine étant imbriquée dans celle des États-Unis, cette taxation serait une arme à double tranchant. Elle frapperait aussi les entrepreneurs nord-américains opérant au Mexique.

En tout cas, le Mexique va continuer sa répression policière contre les migrants. Ceux qui font des demandes d'entrée aux États-Unis devront attendre la réponse au Mexique ; ce qui en fait existe déjà. La police mexicaine devrait aussi se déployer à la frontière avec le Guatemala. Et, bien sûr, la guerre aux passeurs

et aux narcotrafiquants va continuer. Seule concession au Mexique, un plan de développement économique pour créer des emplois au sud du pays et en Amérique centrale a été promis.

Avant même que cet accord ne voie le jour, la migra avait publié son bilan du mois de mai : 144 000 arrestations de migrants, 32 % de plus qu'en avril. Les migrants d'Amérique centrale savent depuis longtemps que le premier obstacle à franchir pour rejoindre les États-Unis est au Mexique. Et cela n'a pas changé avec l'élection du président Amlo.

J. F.

Le débarquement de juin 1944 : l'Allemagne nazie vaincue, mais pas l'impérialisme

Les grands de ce monde sont friands de commémorations, qui leur servent de faire-valoir sur les dépouilles des millions d'hommes que leurs prédécesseurs ont envoyés au massacre. Les cérémonies organisées pour le 75^e anniversaire du débarquement des troupes alliées en Normandie, le 6 juin 1944, font partie de ces rites.

La particularité de cette année est que la grande cérémonie réunissant souverains et chefs d'État occidentaux a été déplacée de l'autre côté de la Manche, à Portsmouth, mercredi 5 juin, avant que Macron ne les reçoive les jours suivants dans plusieurs villes normandes.

Une fois de plus, les discours ont brodé sur le mythe de la victoire du « monde libre » sur la barbarie nazie. Certes, pour les peuples qui vivaient depuis des années sous la dictature hitlérienne, subissant les emprisonnements, les massacres d'opposants et les bombardements, le débarquement des troupes alliées sur le continent fut ressenti comme la promesse d'une paix future. La bataille de Normandie qui s'ensuivit, où l'état-major allié bombardait systématiquement des villes peuplées de civils, faisant au moins

30 000 victimes, montra vite les limites de la prétendue démocratie que les libérateurs étaient censés apporter.

Par cette politique terroriste, les dirigeants alliés, craignant que la libération des territoires ne s'accompagne de révoltes comme il y en avait eu à la fin de la Première Guerre mondiale, cherchaient à vider les villes. Leur but était d'empêcher qu'une opposition à leur propre domination ne se développe avant que des appareils d'État capables de révolte soient remis en place dans l'Europe en ruines.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale n'était rien d'autre que la victoire d'une bande de brigands impérialistes sur une autre. Les dirigeants des États occidentaux alliés, la Grande-Bretagne, la France jusqu'à 1940 et plus tard les États-Unis, connaissaient

depuis longtemps la nature du régime hitlérien. Ils connaissaient parfaitement la terreur que celui-ci faisait régner sur le peuple allemand, la destruction des organisations ouvrières, les assassinats d'opposants, la présence de camps et le massacre des Juifs. Ils avaient laissé faire et ne s'étaient inquiétés que lorsque l'impérialisme allemand devenait hégémonique en Europe, menaçant leur domination économique sur des pans entiers de la planète.

Les États-Unis avaient donc pris la tête de la croisade contre l'impérialisme allemand (et japonais en Asie). Ils étaient devenus une puissance économique dominante, loin devant la Grande-Bretagne et la France. De plus, cette dernière, occupée par les armées allemandes et dont les ressources économiques étaient sous leur contrôle, était hors-jeu. Quant aux États-Unis, dont le territoire avait été épargné par les combats des deux guerres mondiales, ils avaient gardé un appareil industriel intact, qui s'était sorti de la crise économique grâce aux commandes d'armement.



Cimetière américain de Colleville – 9 387 soldats y sont enterrés.

Lors du débarquement de juin 1944, l'armée des États-Unis possédait donc une capacité de destruction bien supérieure à celle que pouvaient lui opposer les armées allemandes, qui menaient en outre de lourds combats sur le front est. Ils avaient aussi la supériorité numérique. Une intense propagande avait été développée dans les pays alliés pour convaincre leurs soldats qu'ils allaient se battre pour la liberté. Le jour J, le 6 juin 1944, 132 000 hommes, américains, canadiens et britanniques, firent partie de la première vague de débarquement, ayant contre eux 40 000 soldats allemands. Ce fut un carnage calculé, le calcul de l'état-major allié étant de faire débarquer plus d'hommes que l'ennemi ne pouvait en tuer dans le même laps de temps.

Par ailleurs, la majeure partie de l'effort de guerre reposait sur le peuple de l'URSS, alliée du camp

américano-britannique, tandis que la politique de Staline et des partis communistes staliniens garantissait à la bourgeoisie occidentale qu'ils empêcheraient toute révolution à la fin de la guerre.

La fin de la Deuxième Guerre mondiale a donc confirmé la suprématie de l'impérialisme américain sur ses concurrents et n'a pas été la fin du système économique à la source des guerres mondiales. Cette suprématie s'est marquée par des foyers d'incendie déclenchés et attisés partout sur la planète, du Vietnam à l'Afghanistan, de l'Irak au Proche-Orient, en permanence depuis 75 ans.

Les commémorations du Jour J rappellent la mort de dizaines de milliers de jeunes, victimes de la politique de l'impérialisme en ayant cru qu'en libérant l'Europe du nazisme ils apportaient la paix au monde.

Marianne Lamiral

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Soudan: les bourreaux à l'œuvre contre les masses révoltées

Depuis le massacre perpétré par les militaires soudanais lundi 3 juin contre les manifestants qui occupaient les alentours du siège de l'état-major à Khartoum, la terreur s'est abattue sur le pays.

On compte aujourd'hui plus de 100 morts et au moins 500 blessés. Les hommes des Forces de soutien rapide patrouillent dans la ville à bord de leurs véhicules armés de mitrailleuses, prêts à ouvrir le feu. D'autres arpentent les rues, bastonnant les habitants qui ne leur plaisent pas et terrorisant toute la population. Ils sont accompagnés par les tueurs des services de renseignement et par les nervis de l'ancien parti d'Omar al-Bachir, le dictateur renversé, proche des

Frères musulmans.

La même terreur règne dans les autres villes et régions du pays. Ces milices des Forces de soutien rapide reproduisent à Khartoum les horreurs qu'elles avaient fait subir dans les années 2000 aux populations du Darfour, sous le nom de janjawids. Elles avaient ensuite été reconverties en gardes-frontières, pour se livrer à la chasse aux migrants avec la bénédiction de l'Union européenne, avant d'intégrer les services de renseignement

et de devenir ainsi l'épine dorsale des forces de répression. Après le renversement d'Omar al-Bachir, leur chef, Hemetti, est devenu le numéro 2 du Conseil militaire de transition dirigeant le pays.

La tuerie en cours se déroule avec le soutien des puissances régionales et l'aval des États-Unis et des pays européens. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont les principaux financiers du Soudan, et aussi ses plus importants fournisseurs d'armes. Juste avant le massacre, le dirigeant de la junte militaire, le général al-Bourhane, y avait effectué une tournée, ainsi qu'en Égypte. Quant à Donald Trump, si prompt à menacer le président vénézuélien d'une intervention militaire en l'accusant de faire tirer sur son peuple, il est resté silencieux. Le gouvernement français, lui, s'est contenté de protestations de pure forme, peu soucieux de fâcher ses principaux acheteurs d'armes.

En réponse au massacre, l'Association des professionnels soudanais (APS), qui dirige le mouvement depuis qu'il a commencé, il y a plus de six mois, pour protester contre la hausse du prix du pain, a appelé à la grève générale et à la désobéissance civile. La grève a été bien suivie et des barrages ont été érigés sur de nombreuses routes. Mais alors que la répression fait chaque jour de nouvelles victimes, l'APS continue d'afficher son pacifisme. Le porte-parole de l'Association des professionnels soudanais déclarait

ainsi, selon le journal *L'Humanité* du 11 juin: «*Le pacifisme est et reste notre force et notre mot d'ordre. Nous tenons à ce que notre mouvement continue dans cette voie, car c'est une voie déroutante pour les milices de l'ancien régime.*» De la même façon, il s'adresse aux militaires en leur demandant de reprendre le dialogue: «*Tout d'abord, que le Conseil militaire reconnaisse sa responsabilité dans la mort des civils massacrés par les janjawids; dans un second temps qu'une commission d'enquête internationale soit constituée pour déterminer les responsables des massacres; ensuite renvoyer devant la justice les coupables des crimes contre le peuple soudanais.*»

Malheureusement, cette façon d'agir, de la part de ceux qui ont été à la tête du mouvement de contestation, est révélatrice d'une impasse politique. Tout en mobilisant la population, ils ne lui ont pas donné

d'autre perspective que d'obtenir un changement d'attitude de la part de chefs militaires qui, depuis des années, ont montré qu'ils sont avant tout entraînés à la répression sanglante. Nullement dérouterés par le pacifisme des manifestants, ils ont pu se préparer tranquillement à les massacrer.

Faire confiance à ceux qui ont été les meilleurs soutiens de la dictature pour qu'ils cèdent aux revendications des masses équivaut à mettre sa tête sur le billot en espérant que le bourreau n'utilise pas sa hache, au lieu de chercher la voie pour s'armer et désarmer le bourreau.

C'est malheureusement au prix de leur sang que les masses soudanaises font aujourd'hui cette expérience. Il faut qu'elle reste dans toutes les mémoires, pour elles et pour tous ceux dans le monde dont la révolte monte contre les dictatures et l'ordre établi.

Daniel Mescla



Barrage contre les véhicules des forces de répression.

Mali: conflits ethniques et terrorisme

Une nouvelle tuerie a ensanglanté le centre du Mali. Dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 juin, le village de Sobane-Kou a été attaqué par une bande d'hommes armés. Les habitations ont été brûlées et une centaine d'habitants, le tiers du village, ont été assassinés.

Le gouvernement malien s'est empressé de déclarer que les agresseurs faisaient partie d'un groupe djihadiste. Cependant, le fait qu'il s'agisse d'un village habité par des Dogons laisse à penser que le massacre aurait pu être perpétré par un groupe d'autodéfense peul en représailles à la destruction du village peul d'Ogasagou le 26 mars par une milice de chasseurs dogons et à l'assassinat de 134 de ses habitants.

Les milices d'autodéfense sont apparues des

deux côtés, chrétien et musulman, avec la bénédiction du gouvernement malien. Il s'est toujours refusé à les désarmer malgré la demande des populations. Parfois, c'est lui-même qui a armé certaines d'entre elles, comme le Gatia dans le Nord pour faire face à l'influence des groupes indépendantistes. Aujourd'hui, la prolifération de ces groupes paramilitaires représente un danger qui n'a rien à envier à celui constitué par les groupes djihadistes, d'autant plus que l'action de

ces milices se greffe sur de vieux conflits entre agriculteurs et éleveurs.

L'abondance d'hommes en armes sous différents uniformes au Mali ne rassure pas la population. Celle-ci n'a aucune confiance dans l'armée malienne, qui préfère racketter les petites gens qu'affronter des milices armées. Quant aux troupes de l'ONU et à celles de l'impérialisme français, elles ne sont pas là pour ça. Leur rôle est de soutenir un régime corrompu et de défendre les intérêts de l'impérialisme français, et ainsi leur présence contribue à aggraver une situation qui débouche aujourd'hui sur des conflits ethniques.

D. M.

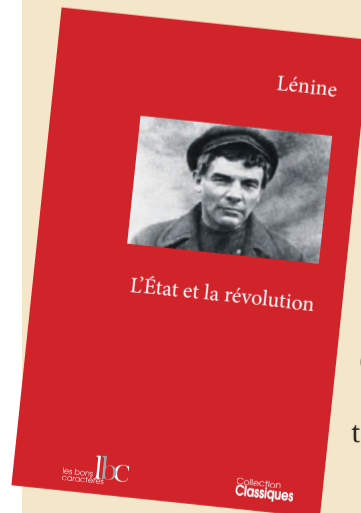
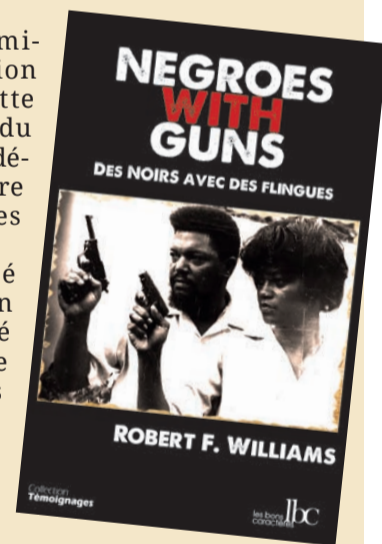
Livres: nouvelles parutions

Negroes with Guns
(des Noirs avec des flingues),
Robert F. Williams

Ce livre, écrit par un militant contre la ségrégation raciale, témoigne de la lutte d'une communauté noire du Sud des États-Unis pour se défendre et pour s'armer, contre le Ku Klux Klan et d'autres groupes racistes.

Ce témoignage, publié pour la première fois en 1962, a beaucoup influencé les militants noirs de cette période, en particulier les fondateurs du Black Panther Party, créé en 1966.

Éditions Les Bons Caractères - 112 pages - 10 euros



L'État et la Révolution
Lénine

L'État et la révolution, rédigé par Lénine en août et septembre 1917, alors qu'il se cachait en Finlande, quelques semaines avant la révolution d'Octobre, vient d'être réédité.

Éditions Les Bons Caractères - 120 pages - 7 euros

Ces ouvrages peuvent être achetés dans toutes les bonnes librairies ou sur le site: www.lesbonscaracteres.com